



Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/RENTREE-SCOLAIRE-2009-LE-PIRE-EST>

# RENTRÉE SCOLAIRE 2009 : LE PIRE EST ÉVITÉ

- Elus -



Date de mise en ligne : lundi 5 octobre 2009

---

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits réservés

---

### RENTRÉE SCOLAIRE 2009 : LE PIRE EST ÉVITÉ

Le bilan pour Vénissieux : dix ouvertures de classes deux fermetures

En matière de politique, faut-il se réjouir d'avoir évité le pire ou s'en inquiéter ? La carte scolaire 2009 pour Vénissieux n'est pas désastreuse. Elle se solde par 10 ouvertures de classes (5 en maternelle, 4 en élémentaire et 1 classe spécialisée), le maintien de la classe maternelle à l'école Joliot Curie et 2 fermetures de classe en élémentaire sur les écoles Joliot Curie et Léo Lagrange. D'une manière générale, la population scolaire augmente de 3% avec un effectif global de 7523 élèves (3395 dans les écoles maternelles, 4128 dans les écoles élémentaires). Et pour être tout à fait complet, on constate une légère baisse de la population scolaire de 2,2% dans le second degré.

La casse continue

Mais cette rentrée où le pire a été évité à Vénissieux ne doit pas masquer une réalité nationale catastrophique. 13 000 postes ont été supprimés dans l'Education Nationale cette année. Depuis 2003, ce sont près de 60 000 postes qui ont été rayés de la carte. Des conditions de travail qui se dégradent, des remplacements, de congé maternité notamment, qui ne sont pas effectués dans les temps, des effectifs trop élevés par classe : la casse dans l'école publique continue, que ce soit sous Xavier Darcos ou Luc Chatel.

Enfin, le taux de scolarisation des enfants de 2 ans est toujours aussi inacceptable. Ils étaient 571 inscrits en mairie, ils n'ont été que 319 à avoir été admis à l'école pour cette rentrée. Faute de volonté politique et budgétaire de la part du gouvernement, 252 enfants sont laissés sur le carreau à Vénissieux. Quand on sait ce que la scolarisation peut apporter à ces écoliers, le plus fréquemment dans les zones d'éducation prioritaire, c'est démissionner face aux missions de l'école publique